

5 décembre 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration conjointe de M. François Hollande, Président de la République, et Mme Helle Thorning-Schmidt, Premier ministre du Royaume du Danemark, notamment sur les relations franco-danoises et sur les questions européennes, à Paris le 5 décembre 2012.

LE PRESIDENT - « J'ai accueilli aujourd'hui la Première Ministre du Danemark qui fait une visite - la première depuis que je suis élu - en France et qui représente dans le Conseil Européen - par sa sensibilité et par les thèses que promeut le Danemark - un partenaire tout à fait solide.

Nous avons évoqué au cours de notre entretien les relations bilatérales. Elles peuvent, au plan économique, encore s'approfondir, même s'il y a une entreprise danoise très importante qui compte 40 000 salariés - c'est l'une des plus grandes entreprises étrangère en France : ISS.

Nous avons aussi des entreprises françaises qui sont présentes au Danemark, mais nous pouvons encore faire d'avantage, notamment dans des domaines comme l'environnement, l'énergie, les transports.

Nous avons aussi parlé de l'Europe, parce que nous portons les mêmes priorités. Nous voulons une Europe de croissance, une Europe de compétitivité. Nous voulons aussi une Europe solidaire.

Nous avons été ensemble, lors du conseil européen du 29 juin - sous Présidence danoise et la Première Ministre avait joué un rôle essentiel dans cette réunion - pour le pacte de croissance.

Aujourd'hui, il nous revient de le mettre en uvre - c'est ce que nous faisons - et également de régler les questions qui concernent la zone euro mais aussi l'ensemble des pays européens dont le Danemark. Pour le Conseil Européen du mois de décembre, nous aurons à cur de poursuivre - et même de parachever au moins sur le plan juridique - l'union bancaire.

Sur la question de l'union économique et monétaire, qui sera aussi traitée à cette occasion, nous partageons les mêmes objectifs de coordination des politiques économiques, d'approfondissement d'un certain nombre de politiques communes et également le pilotage de la croissance. Il doit se faire à la fois par des mesures liées au marché intérieur, mais aussi par des mesures volontaristes sur le plan économique.

Sur le plan européen, nous avons également évoqué les perspectives financières puisque le dernier Conseil Européen n'a pas pu aboutir. Ce n'est pas un drame puisque c'est souvent ce qui s'est produit durant ces dernières décennies. Là encore, nous avons des positions qui ne sont pas complètement identiques mais relativement convergentes. Nous voulons un niveau de dépenses qui soit suffisant. Nous voulons que les dépenses structurelles - les dépenses de croissance - puissent être préservées. La France est attachée à la politique agricole commune et le Danemark, qui est un pays contributeur, essaye d'avoir aussi le retour de sa contribution. Je n'ai pas dit le juste retour.

Nous avons enfin évoqué des sujets de politique internationale. Là encore, nous avons une identité de positions sur la Palestine et sur Israël. Je rappelle que le Danemark et la France ont voté pour la résolution qui a donné le statut d'Etat non membre observateur aux Nations-Unies à la Palestine et que nous condamnons de la même manière la colonisation - en tout cas telle qu'elle a été annoncée, par le gouvernement israélien.

Sur la Syrie, nous avons considéré que la Coalition Nationale Syrienne représentait la légitimité du peuple syrien. Sur le Mali, même si le Danemark n'est pas aussi impliqué que nous, nous sommes conscients qu'il y a là une responsabilité de la communauté internationale. Très prochainement, la France, appuyée par de nombreux pays, va demander au Conseil de sécurité de voter une nouvelle résolution, pour permettre l'opération souhaitée par les Africains. Elle sera non seulement décidée par eux mais exécutée par eux.

Voilà l'essentiel de notre discussion. Je terminerai par ce qu'il se passe aujourd'hui à Doha, c'est-à-dire la négociation sur le climat. On se souvient de la grande réunion de Copenhague qui n'avait pas eu la conclusion espérée. Mais la France comme le Danemark, nous voulons reprendre ces initiatives. Ainsi, la France s'est déclarée prête à accueillir la conférence sur le climat en 2015.

MADAME HELLE THORNING-SCHMIDT - « J'aimerais remercier le Président HOLLANDE de me recevoir. Nous avons eu une très bonne réunion et c'est avec grand plaisir que je me trouve à Paris aujourd'hui. La France et le Danemark sont des alliés et des partenaires de longue date. Durant la Présidence danoise, nous avons travaillé étroitement ensemble, notamment sur le pacte de croissance et d'emploi. Maintenant il faut valoriser ce pacte.

Nous avons discuté du prochain Conseil Européen. Le renforcement de l'union économique et monétaire est un thème très important, pour la France comme pour le Danemark. Nous avons aussi discuté du cadre financier pluriannuel et notamment des perspectives d'avancée vers un accord. La France et le Danemark ont des exigences très fortes et très claires.

Nous avons également discuté des principaux défis de politique étrangère, y compris la crise syrienne où la France a démontré son leadership comme au Mali. En Syrie, la formation d'une coalition d'opposition syrienne est un grand pas en avant. Le Danemark et la France continueront à travailler ensemble pour aider à résoudre cette crise en Syrie.

Encore une fois, je vous remercie pour votre hospitalité. Je me réjouis de pouvoir continuer, dans les années à venir, cette coopération avec vous et avec la France ».

QUESTION - « Monsieur le Président, le gouvernement danois souhaite - comme plein d'autres pays - avoir un rabais au Conseil Européen dans le prochain budget. Peut-il compter sur le soutien de la France ? Deuxièmement, si vous me le permettez, le Danemark réfléchit - comme plein de pays hors de la zone euro - s'il faut faire partie de la haute autorité bancaire ?

LE PRESIDENT - « Je vous confirme que nous avons parlé de ces deux sujets lors de notre entretien.

Sur la demande de chèque, de rabais ou de ristourne - je ne sais pas ! - la première ministre Helle THORNING-SCHMIDT l'avait présentée au Conseil Européen. La position de la France est d'être contre tous les chèques, toutes les ristournes, tous les rabais. Ce n'est pas la bonne manière de construire l'Europe. Mais dès lors qu'il y a un chèque britannique, qu'il y a des rabais pour un certain nombre de pays contributeurs nets, le Danemark est parfaitement en droit de demander aussi sa part et la France de demander un plafonnement. Mais ce n'est pas la bonne méthode, c'est pourquoi dans cette négociation, nous continuons à travailler sur la remise en cause, autant qu'il sera possible, de ces chèques.

S'il faut trouver un compromis, nous regarderons comment le trouver. Mais pour l'instant, la position de principe est plutôt de critiquer ces formules-là. Mais dès lors que ces chèques existent, le Danemark est parfaitement en droit d'en demander un à son tour.

Sur l'union bancaire, la supervision pour les pays de la zone euro, c'est la Banque Centrale européenne qui va l'exercer. Mais elle doit être prête à faire ce travail de supervision avec des pays qui ne sont pas membres de la zone euro - s'ils en décident - à condition que ces pays soient associés aux décisions qui seront prises. Telle est la logique qui me paraît la meilleure pour la zone euro et pour les pays qui ne sont pas dans la zone euro. La supervision bancaire doit être, autant qu'il est possible, commune pour qu'elle soit efficace.

QUESTION - Une question pour vous Madame la Première Ministre : est-ce que vous faites de cette affaire de rabais un casus belli ? Autrement dit est-ce que ce sera une raison pour vous de poser un veto, à un accord européen sur le budget s'il vous est refusé ?

MADAME HELLE THORNING-SCHMIDT - Pour ce qui est de la validité, nous sommes absolument

Mme Helle THORNING-SCHMIDT - Pour ce qui est de la solidarité, nous en sommes absolument convaincus, nous croyons à la valeur de la solidarité. Nous ne luttons donc pas pour un juste retour, ce n'est absolument pas notre position.

Nous cherchons une Europe forte et une Europe solidaire. Cela étant dit, nous sommes confrontés à une situation où certains Etats membres doivent payer pour la ristourne d'autres Etats membres. On est en droit de se demander si cela est juste.

Nous sommes entièrement d'accord avec le Président HOLLANDE. Dans un monde idéal, il n'y aurait pas de ristourne, et nous n'en demanderions donc pas. Mais aujourd'hui nous sommes dans une situation où, pour quatre euros payés par un citoyen danois, des citoyens d'autres pays - dans la même position - n'en payent que trois. Ceci n'est pas juste.

LE PRESIDENT - Notre réunion s'est bien passée jusque-là. J'ai entendu ce qu'a dit Helle THORNING-SCHMIDT au Conseil Européen. Elle a plaidé pour un budget de croissance, d'infrastructures et de développement de nouvelles technologies. Elle a raison sur le plan de la cohérence.

Moi-même, j'ai voulu qu'il y ait un pacte de croissance. Il faut donc que, dans le budget européen, il y ait une part significative qui revienne aux politiques de croissance.

Ce que j'ai plaidé, pour ma part, au Conseil Européen, c'est que la politique agricole commune ou les fonds de cohésion contribuent également à la croissance. Nous trouverons donc le compromis facilement sur le thème de la croissance.

Je voudrai remercier Helle pour sa venue ici, à Paris, pour la grande convergence de vue - y compris sur le budget européen - et surtout pour avoir tenu son propos en français, alors qu'elle parle très bien l'anglais. Elle a fait un effort tout particulier en français et elle le fait y compris au Conseil Européen. Je voulais l'en remercier chaleureusement.

Mme Helle THORNING-SCHMIDT Merci